



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Déficit commercial de la France

Question au Gouvernement n° 4806

Texte de la question

DÉFICIT COMMERCIAL DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à M. Fabrice Brun.

M. Fabrice Brun. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. Après l'explosion de la dette et la chute du pouvoir d'achat, vous venez de battre un nouveau record, celui du déficit commercial : 84 milliards d'euros, soit le pire déficit commercial d'Europe, du jamais vu dans l'histoire de notre pays.

M. Thibault Bazin. C'est vrai !

M. Fabrice Brun. Ce déficit abyssal, qui ne cesse de se creuser depuis 2017, fait voler en éclat votre bilan économique.

Non, la France ne va pas mieux après cinq ans de Macronie. Manque de compétitivité, délocalisations, désindustrialisations : vous n'avez apporté aucune réponse structurelle aux maux français. *(Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.)*

M. Thibault Bazin. Il a raison !

M. Fabrice Brun. La France continue d'être pillée par les Chinois – nous leur vendons des arbres, ils nous renvoient des meubles et du parquet –, quand vous ne bradez pas nos pépites industrielles, comme Alstom vendu aux Américains. Pendant ce temps, les Allemands et les Italiens affichent des excédents commerciaux insolents alors que l'Espagne est quasiment à l'équilibre. Pourtant, eux aussi importent du gaz et du pétrole.

Monsieur le Premier ministre, comment avez-vous pu laisser notre déficit commercial atteindre ce triste record ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR. – M. Boris Vallaud applaudit également.)*

M. Thibault Bazin. Excellent !

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de l'industrie.

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée chargée de l'industrie. Je vous remercie pour vos propos nuancés qui éclairent le débat ! *(Exclamations vives et prolongées sur les bancs du groupe LR.)* Puisque vous avez employé le mot « record », parlons des records de la France : le million d'emplois créés en cinq ans, le taux de chômage qui, après la crise la plus grave de ce siècle, est au plus bas depuis quinze ans *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM)* ou encore le taux d'emploi des jeunes qui est au plus haut depuis cinquante ans.

Un député du groupe LR . Répondez à la question !

Mme Agnès Pannier-Runacher, *ministre déléguée*. Parlons également de la réindustrialisation qui succède à la pire période de destruction d'emplois industriels, lors d'une précédente législature, à un moment où votre mouvement politique était aux responsabilités.

M. Michel Herbillon. C'est vous qui êtes au pouvoir !

Mme Agnès Pannier-Runacher, *ministre déléguée*. En effet, quand les entreprises ont-elles le plus délocalisé ? Entre 2008 et 2012 – les faits sont têtus. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR. – Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*) Quand le déficit s'est-il creusé ? Depuis 2000, notamment sous l'effet de vos politiques.

Soyez donc un peu plus nuancé et célébrons le fait que notre économie repart, que son taux de croissance est le plus élevé en Europe, que le taux de chômage est le plus bas depuis quinze ans et que nous allons continuer dans ce sens. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem. - Exclamations sur les bancs du groupe LR et sur plusieurs bancs du groupe SOC.*)

M. le président. La parole est à M. Fabrice Brun.

M. Fabrice Brun. Nous aurions pu entendre un *mea culpa*, nous avons entendu de la propagande électorale. Ne vous déplaît, le déficit commercial s'élève à 84 milliards – les chiffres sont têtus.

Mme Marie-Christine Dalloz. Voilà votre bilan !

M. Michel Herbillon. Assumez !

M. Fabrice Brun. Nous aimerions vous entendre sur des questions précises, par exemple le transport maritime, secteur qui a connu une envolée inédite des tarifs et des délais. Quel soutien concret apportez-vous à nos petites entreprises qui dépendent de l'import-export, coincées entre retards, pénuries et augmentation des prix des matières premières, souvent multipliés par deux ? Quelle suite donnez-vous à nos propositions concrètes, vitales pour les entreprises françaises et pour notre balance commerciale, consistant, d'une part, à sacrifier les 247 millions d'euros du plan de relance pour l'export, d'autre part, à redéployer les crédits non consommés de l'assurance prospection vers les chèques relance export ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. Nicolas Forissier. Cela fait des années que nous le disons !

M. Michel Herbillon. Assumez votre responsabilité !

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée.

Mme Agnès Pannier-Runacher, *ministre déléguée*. Rassurez-vous, notre politique en faveur de l'export, menée avec Franck Riester, va se poursuivre. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*) Au-delà des près de 250 millions d'euros que vous avez cités, j'aimerais mentionner les 35 milliards d'euros que nous allons encore mobiliser pour soutenir notre industrie. Ne nous trompons pas de combat. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Fabrice Brun](#)

Circonscription : Ardèche (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4806

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Industrie

Ministère attributaire : Industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 février 2022](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [16 février 2022](#)